Le chômage, et s'ils avaient tous tort?

liberation.fr/futurs/1995/03/20/le-chomage-et-s-ils-avaient-tous-tort_126515

Olivier Blanchard, Professeur d'économie au MIT, *Libération*, 20 mars 1995

Dans son article, Charles Wyplosz présente un diagnostic sobre (presque barriste dans son austérité) des origines de la montée du chômage. Cette montée, nous dit-il, est due aux rigidités du marché du travail. Seule une redéfinition du difficile équilibre entre protection sociale et flexibilité des entreprises peut amener à une diminution durable du chômage. En présentant cette thèse, Wyplosz se fait l'écho d'un large consensus, qui va de l'OCDE au FMI, en passant par la Banque de France et la plupart des candidats à l'élection présidentielle.

Et s'ils avaient tous tort? Et si le chômage pouvait être largement résorbé par les politiques macroéconomiques «traditionnelles», telles que la relance de la demande?

Dans l'esprit ambiant, de telles réflexions vous font passer pour un dangereux irresponsable, un dinosaure keynesien, un ignorant des principes économiques fondamentaux. Et pourtant, regardez les faits, à la fois à travers l'histoire et à travers l'Europe.

Qu'une demande insuffisante puisse être à l'origine d'une longue période de sous-activité est presque une évidence. Les exemples les plus convaincants datent d'avant-guerre; ceci ne les rend pas moins d'actualité. La décision de Churchill de retourner à l'étalon-or et à une parité manifestement surévaluée, loin de rendre à l'Angleterre sa prééminence, est à l'origine de dix ans de stagnation dans les années 1920. La grande dépression aux Etats-Unis et en Europe n'était pas due aux rigidités du marché du travail, mais (tous les experts s'accordent sur ce point) à un effondrement de la demande, accentué par des politiques macroéconomiques inadaptées. Plus près de nous, la diminution du chômage aux Etats-Unis (le taux de chômage est revenu aux alentours de 5%) porte aussi témoignage de l'importance des forces de demande, cette fois tournées vers l'expansion.

Mais, direz-vous, n'est-il pas évident que le chômage en France aujourd'hui est un phénomène de nature complètement différente? N'assistons-nous pas aux résultats des abus de l'Etat-providence, d'une protection excessive de l'individu, impossible à maintenir dans le cadre d'une compétition mondiale intensifiée?

Au-delà des slogans et des présupposés idéologiques, la recherche économique n'a eu, jusqu'à maintenant, quasiment aucun succès à établir un lien entre taux de chômage et rigidités à travers les pays d'Europe.

L'exemple le plus frappant est peut-être celui de l'Espagne et du Portugal. Les deux pays ont beaucoup en commun. Une longue dictature, une transition vers la démocratie dans les années 1970, une explosion sociale et salariale à la fin des années 1970, l'entrée dans la

Communauté européenne en 1986.

Et les institutions du marché du travail sont aussi très similaires. Les deux pays ont aujourd'hui un système d'allocation chômage qui, en termes de générosité, les situe dans la moyenne européenne. Et dans les deux pays, les coûts de licenciement que ce soient les coûts financiers ou la lourdeur des démarches administratives, sont excessivement élevés. Dans un classement de l'OCDE qui tient compte de toutes ces dimensions, le Portugal obtient le premier prix (ou dans ce cas, le bonnet d'âne), et l'Espagne arrive en deuxième position.

Vu ce degré de protection, vous ne serez pas surpris d'apprendre si vous ne le savez déjà- que le taux de chômage en Espagne est proche de 25%. Mais alors pourquoi est-il seulement de... 6% au Portugal? La différence ne traduit pas des problèmes statistiques; le chômage est mesuré à partir des mêmes enquêtes dans les deux pays. La conclusion est évidente: les rigidités du marché du travail ne sont certainement pas propices à l'efficacité économique; mais elles ne conduisent pas nécessairement au chômage élevé.

Est-il possible que la majorité des économistes ou des organisations internationales se trompent? Si l'expérience passée est un guide, la réponse est: certainement oui. Dans les années 1960, l'OCDE était aussi keynesienne et excessive dans ses recommandations qu'elle est conservatrice aujourd'hui. L'économie politique est sujette aux modes et aux engouements. Le coût social est malheureusement souvent élevé.

Si le diagnostic alternatif est exact (ou au moins plus exact), qu'elles en sont les implications? Un changement de politique fondé sur la concertation sociale, qui seule peut permettre la relance de la demande en même temps que le maintien d'une inflation basse et des changements structurels qui s'imposent. Un vrai débat est fondamental pour l'avenir de la France. Il est bien dommage que les Français risquent d'en être privés.